

Convention collective

IDCC : 8251. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
ET PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYLVICULTEURS
(BASSE-NORMANDIE ET ORNE)
(18 juillet 1977)**

(Etendue par arrêté du 21 mars 1978,
Journal officiel du 20 avril 1978)

AVENANT N° 54 DU 3 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797170M*
IDCC : 8251

Entre :

Le groupement des exploitants forestiers et scieurs bas-normands ;
Le syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de l'Orne,

D'une part, et

L'union régionale de la Basse-Normandie CFDT,
L'union régionale de la Basse-Normandie CFTC ;
L'union régionale de la Basse-Normandie CGT-FO ;
Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le dernier alinéa de l'article 5 « Révision » est modifié et rédigé comme suit :

« Les membres de la commission se réuniront au moins une fois par an, pour déterminer la fixation des salaires minima conventionnels, et procéderont au moins tous les 5 ans à l'examen des classifications professionnelles. »

Article 2

L'article 7 « Conciliation » est modifié et rédigé comme suit :

« Les conflits collectifs nés à l'occasion de l'exécution, la révision ou la dénonciation de la présente convention sont portés devant la commission régionale agricole de conciliation de la Basse-Normandie.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le conflit est soumis soit à la procédure d'arbitrage, si les 2 parties en conviennent, soit à la procédure de médiation dans les conditions prévues par le code du travail. »

Article 3

L'article 24 « Travailleurs handicapés » est modifié et rédigé comme suit :

« Les dispositions spécifiques qui concernent l'aide à l'emploi des travailleurs handicapés sont régies selon les dispositions légales et réglementaires. »

Article 4

L'article 30 « Bulletins de salaires » est modifié et rédigé comme suit :

« Chaque mois, en même temps que sa paie, le salarié recevra un bulletin de paie établi selon les dispositions réglementaires en vigueur. »

Article 5

Le titre de l'article 45 est modifié et remplacé par le titre suivant : « article 45 Rupture du contrat de travail à durée indéterminée ».

Le contenu de l'article reste inchangé.

Article 6

L'article 54 « Durée du travail des jeunes » est modifié et rédigé comme suit :

« Les jeunes travailleurs et apprentis de l'un ou l'autre sexe, âgés de moins de 18 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 8 heures par jour et de 35 heures par semaine.

Toutefois, à titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées par le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles intéressé.

La durée du travail des intéressés ne devra pas, en tout état de cause, être supérieure à la durée quotidienne ou hebdomadaire normale du travail des adultes employés dans l'établissement.

En outre, aucune période de travail effectif ininterrompu ne peut excéder une durée maximale de 4 h 30. »

Article 7

L'article 59 « Retraite complémentaire » est modifié, en ce qui concerne l'adresse du siège de la CAMARCA qui est situé, non plus au 8-10, rue d'Astorg, mais au « 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris ».

Article 8

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2007 et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 3 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)